

Intervention

10 ans du G9 – 23 mai 2024

Cathy Tran-Phung Cau

Chers et chères camarades,

Dix ans que nous menons une activité syndicale en intersyndicale et associations, plus facilement nommée le Groupe des 9.

Alors, sans revenir sur toutes les initiatives d'actions que nous avons construites et dont vous avez un historique très détaillé, (travail réalisé pour cette journée par les camarades d'Unirs Solidaires – que nous remercions –) qui démontre comment le champ revendicatif s'est élargi d'année en année, je souhaite commencer par un petit rappel historique sur la construction du Groupe des 9.

Une intersyndicale des unions confédérales de retraité·es existait avant 2014 (CFDT, CGT, FO, CGC, UNSA, CFTC) avec laquelle notre première revendication a été de combattre la réforme des retraites de Hollande-Ayrault-Tourraine. Puis, nous avons poursuivi sur les questions de niveau de pension, jusqu'à ce que François Thiery-Cherrier, Secrétaire général de l'UCR-CGT, en 2014, propose à l'intersyndicale des UCR d'élargir notre démarche revendicative et d'action aux organisations syndicales de retraité·es non confédérées et à 2 associations de retraité·es qui sont : la fédération LSR et UNRPA. Cette dernière devenue depuis « Ensemble-Solidaires ». Cette proposition a été rejetée catégoriquement par l'UCR CFDT.

C'est à partir de là que s'est construite l'intersyndicale et associative devenant le Groupe des 9. Pour la construire, nous avons pris en compte nos diverses identités syndicales. En même temps, nous étions convaincus que chacune de nos organisations ne pourraient pas, seules, répondre aux besoins des 13 ou 15 millions de retraité·es, à l'époque. Nous avons donc fait le choix de travailler ensemble.

C'est comme cela que le 3 juin 2014, nos organisations ont décidé d'appeler à une manifestation nationale, à Paris, pour le maintien de notre pouvoir d'achat. Pour rejeter les réformes successives et les mesures d'austérités issues du pacte de responsabilité, qui, déjà, portait 50 milliards d'économies sur la protection sociale, sur les collectivités locales, les services publics et notamment le gel des pensions pour octobre 2014. La CFDT, elle, soutenant le pacte de responsabilité du gouvernement, n'a pas appelé à la manifestation unitaire.

Cette journée nationale d'action a été un réel succès et le déclencheur qui a permis au Groupe des 9 de trouver sa manière de travailler et d'agir, ensemble, à partir d'un socle revendicatif commun. Le document historique éclaire le travail revendicatif, le rythme de nos actions et les différentes formes d'actions menées.

Pour la CGT, cette volonté d'unité se retrouve aussi chez les salarié·es, même si les relations avec les autres organisations ne sont pas de même nature d'un territoire à un autre. Chez les actif·ves, nous sommes plus souvent en concurrence qu'en coopération, et pour laquelle, il nous

revient, à la CGT – parce que ce sont nos orientations de congrès – de dépasser cette contradiction, en travaillant toujours plus nos arguments afin de renforcer à la fois notre capacité d’agir, notre propension à gagner les revendications dans un cadre d’unité d’action et avec la recherche d’une amplification du rapport de force.

Chez les retraité·es, n’étants plus dans les entreprises, les enjeux sont un peu différents. Pour autant, la vie des retraité·es, après 40 années de vie professionnelle, est loin d’être facile. Avec des inégalités criantes, particulièrement au niveau des pensions et plus particulièrement encore chez les femmes retraitées. Mais aussi avec un appauvrissement des retraité·es qui ne cesse de croître, et avec des retraité·es qui ne sont absolument pas reconnus dans la société par tous les gouvernements qui se sont succédés. Encore plus sous l’ère Macron, lui qui a toujours refusé de nous recevoir...

Alors que les retraité·es sont des acteurs économiques, des acteurs sociaux, que ce soit par leur engagement dans les mouvements associatifs, par leur engagement dans le vie publique (maires de communes...) ou par le fait qu’ils·elles soient contraint·es à être aidant·es dans leurs familles (propres parents, enfants...) et qui, par les différents engagements effectuent des millions d’heures de travail gratuit par semaine, pour la société, ne sont pas reconnus en tant que tel.

Pour continuer sur le thème de notre initiative, je fais miens les propos que développait François Thiery-Cherrier, Secrétaire général en 2014 – et que nous poursuivons – , sur la nécessité de s’unir pour se faire entendre des pouvoirs publics. Je rajoute le patronat, dans le cadre des retraites complémentaires, entre autres, pour arrêter la spirale du recul social en France, mais aussi en Europe. Recul social qui est le terreau de l’extrême droite et qui, en 2024, est d’actualité brûlante.

Je crois que nous pouvons dire que nous aurons à élargir notre réflexion à d’autres champs revendicatifs, comme dans le domaine de l’écologie ou dans le domaine d’une agriculture saine pour notre santé. Également à élargir la mobilisation des retraité·es, car depuis notre « révolte des retraité·es » sur la CSG où nous avons rassemblé 200 000 manifestants retraité·es, nous n’avons plus jamais atteint ces chiffres. Par contre, nous avons élargi le nombre d’initiatives, de rassemblements ou de manifestations dans nos territoires. Au-delà même de nos frontières, en Europe, où l’intervention des syndicats français à la Ferpa est reconnue. C’est aussi dû au travail en commun, même si ce n’est pas tout à fait dans le même contexte, du Groupe des 9. En même temps, les retraité·es, avons toujours participé en portant nos revendications retraité·es, dans les actions interprofessionnelles.

J’ai bien conscience que cette intervention sur ces 10 années est incomplète, car je n’ai pas développé, en particulier, tout notre travail sur le Conseil de l’âge. Je crois cependant que nous pouvons dire, en conclusion de mon propos, que l’action revendicative est indispensable pour que les choses changent. Que le syndicalisme retraité est solidaire de toutes les générations et – en ce sens – il a de l’avenir ; et que l’action unitaire est un vecteur d’avancées sociales.

Merci de votre écoute.